

**COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT SOIXANTE-DEUXIEME SEANCE**

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 17 juin 1986, à 10 h 30.

Président : M. K. TELLALOV (Bulgarie)

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je déclare ouverte la 362ème séance de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord souhaiter chaleureusement la bienvenue au Ministre des affaires étrangères de la République socialiste tchécoslovaque, le camarade Bokhouslav Khnoupek. Il m'est personnellement très agréable de voir parmi nous, dans cette salle, un ami de longue date chargé de hautes fonctions de représentation par son pays, avec lequel la République populaire de Bulgarie a des liens d'amitié fraternelle et de coopération dans tous les domaines. Permettez-moi de lui exprimer ma profonde gratitude pour le vif intérêt qu'il porte aux travaux de la Conférence du désarmement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Tchécoslovaquie, du Japon, de la République démocratique allemande et de l'URSS.

Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, M. Bokhouslav Khnoupek.

M. KHNOUPEK (Tchécoslovaquie) (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord, camarade Président, de vous remercier, ainsi que vos collègues, pour l'accueil cordial que vous m'avez réservé. C'est pour moi un plaisir de voir présider cette Conférence par le représentant d'un pays frère, la Bulgarie. Votre compétence et votre expérience diplomatique sont pour nous la garantie d'une direction efficace, qui est si nécessaire dans cet organe de négociation. La visite que j'ai récemment effectuée dans votre pays et les négociations auxquelles nous avons procédé avec vos dirigeants ont à nouveau confirmé notre volonté commune de promouvoir la cause de la paix, de la sécurité internationale et du progrès sur la voie du désarmement.

Je voudrais aussi dire tout le plaisir que j'ai à prendre la parole dans cet important forum où sont examinées les questions de désarmement. A cet égard, il convient de rappeler l'appui que nous lui avons toujours apporté depuis 24 ans qu'il existe et que nous en sommes membres. Cet appui ne s'est jamais démenti, même pendant la période difficile qui a précédé la création de la Conférence, alors que la question de sa survie ultérieure se posait de façon tellement dramatique. Il en a été de même lorsque ce forum était le seul où l'on examinât les questions de désarmement. Nous l'avons alors soutenu en soulignant son caractère irremplaçable et en rappelant que, dans un monde plein de dangers, il ne pouvait y avoir de danger plus grand que l'absence de négociations.

A l'heure actuelle, la Conférence revêt une importance particulière. Dans une période où la situation internationale tendue suscite partout de profondes préoccupations et où le monde connaît de brusques transformations, la question urgente de sa destinée future se pose sous un jour entièrement nouveau et doit être repensée. De même, la question de savoir si la raison l'emportera sur la force en matière politique ou si les armes prendront entièrement le pas sur la politique acquiert une acuité particulière.

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

C'est donc à juste titre que le Comité politique consultatif des Etats signataires du Traité de Varsovie, au cours de la réunion qu'il a tenue la semaine passée à Budapest, a souligné qu'aucun Etat ou groupe d'Etats ne pouvait aujourd'hui assurer sa propre sécurité et son bien-être en imposant sa volonté aux autres pays et aux autres peuples pour le recours aux armes.

Mettre un terme à la course aux armements, s'acheminer vers des mesures concrètes de désarmement, renverser la tendance à l'accroissement du danger de guerre, ramener les relations internationales sur la voie de la détente - voilà quels sont les moyens les plus rationnels de sortir de la situation actuelle.

Les programmes suivants sont entièrement conformes à ces objectifs : élimination complète des armes nucléaires et des autres types d'armes de destruction massive avant l'an 2000; maintien du caractère pacifique de l'espace; projets de création d'un système global de sécurité internationale fondé sur des principes politiques, économiques, juridiques, humanitaires et moraux entièrement nouveaux; moratoires unilatéraux sur toutes les explosions nucléaires, quelles qu'elles soient; présentation de propositions équilibrées visant à la suppression complète des missiles à moyenne portée en Europe; nouvelles initiatives tendant à l'interdiction des armes chimiques, ou appels constructifs en vue de la réduction des forces armées et des armements classiques.

A l'opposé de ces solutions rationnelles se situent les nouvelles incitations à la course aux armements, l'intensification des essais de nouvelles générations d'armes nucléaires, l'intention de rompre les négociations sur la limitation des armements stratégiques, la poursuite du déploiement de nouveaux missiles à moyenne portée en Europe de l'Ouest, l'accélération des préparatifs en vue de la réalisation de l'"Initiative de défense stratégique" et de la forme qui lui est donnée en Europe, ou la décision de moderniser les arsenaux chimiques des pays membres de l'OTAN.

Dans cette situation contradictoire, nous pensons qu'il est de notre devoir de rechercher et d'étudier, comme par le passé, toutes les possibilités d'épargner à l'humanité la menace d'une guerre.

A cet égard, nous nous inspirons des principes fondamentaux de notre politique extérieure, qui repose sur la coexistence pacifique et la coopération. Cette politique nous a été enseignée par la douloureuse expérience qu'a faite notre Etat, qui s'est trouvé entraîné dans le tourbillon de presque toutes les guerres européennes, par le fait établi que peu de régions du globe sont aussi sensibles à la montée des tensions que notre continent, où les générations présentes ont déjà connu deux guerres mondiales catastrophiques, et aussi par l'amère réalité qui fait que nous nous trouvons précisément sur la ligne de contact entre les deux blocs militaires les plus importants que la civilisation ait jamais connus. Aussi connaissons-nous bien le prix de la paix et c'est pour cela que nous voulons promouvoir la coexistence pacifique et des relations de bon voisinage entre Etats dotés de régimes sociaux différents - comme le prescrit notre Constitution.

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

C'est aussi pour cette raison que, dans notre manière d'aborder les négociations de Genève, nous avons toujours été guidés par le souci de l'efficacité, par le désir de voir résoudre, et non écouter, les problèmes prenants, surmonter les difficultés qui auraient surgi et prévenir l'apparition de nouveaux problèmes, avancer les travaux en droite ligne et sans détours pour qu'ils aboutissent à des mesures efficaces en vue de l'élimination générale et complète des armes nucléaires.

A l'heure actuelle, cette exigence est d'autant plus pressante que la parité même cesse d'être un facteur de modération politico-militaire. Elle correspond donc aux réalités de l'ère nucléaire et spatiale.

Ainsi, nous nous prononçons pour l'ouverture de négociations concrètes sur tous les aspects de l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Cette interdiction constituerait un important obstacle à leur perfectionnement et créerait un climat bien plus propice à leur élimination. Il nous semble rationnel, aux fins de la conclusion aussi rapidement que possible d'un accord pertinent, que cette Conférence décide de créer un organe de travail doté d'un mandat approprié. Nous appuyons les efforts qu'elle déploie pour établir un système d'échange international de données sismologiques. Nous nous félicitons que les savants soviétiques et américains soient arrivés à un accord quant à l'échange de données à partir de stations de surveillance sur le territoire des deux Etats.

En revanche, nous ne partageons pas le point de vue selon lequel il convient d'attendre que les armes nucléaires soient éliminées pour interdire les essais. Et nous voudrions poser la question suivante : la poursuite de ces essais, qui serait indispensable pour maintenir la crédibilité et la fiabilité du potentiel nucléaire, n'est-elle pas, en fait, nécessaire parce qu'on envisagerait une première frappe ?

Il est des exemples qui nous montrent la voie à suivre pour progresser. C'est, tout d'abord, la décision sans précédent de l'Union soviétique, décision qui était difficile à prendre du point de vue de sa propre sécurité et de celle de ses alliés, de proclamer un moratoire unilatéral - moyen le plus simple, le moins onéreux et le plus efficace à tous égards de faire cesser la course aux armements nucléaires. C'est la souplesse dont fait preuve l'Union soviétique pour résoudre tous les problèmes liés à l'élaboration d'un accord sur l'interdiction des essais. C'est le travail déjà accompli à cet égard par la Conférence de Genève. C'est aussi la condamnation catégorique, par la communauté pacifique, des essais effectués sur le polygone du Nevada.

A notre avis, les efforts visant à l'interdiction des essais nucléaires et à l'élimination définitive de la menace nucléaire sont également liés, de nos jours, aux problèmes relatifs au développement de l'énergie nucléaire dans des conditions de sécurité. On ne saurait en même temps évoquer les inquiétudes suscitées par les pannes de réacteurs nucléaires utilisés à des fins pacifiques et se préparer à causer des destructions beaucoup plus étendues au moyen d'armes nucléaires. Certes, on peut accroître la sécurité des centrales nucléaires. Par des moyens techniques, mais aussi politiques.

(M. Knoupek, Tchécoslovaquie)

En premier lieu, par la création d'un régime international de développement de l'énergie nucléaire dans des conditions de sécurité, comme l'a proposé l'Union soviétique, le 14 mai dernier. Ce système de sécurité constituerait une obligation internationale universelle pour chaque Etat, sur le plan individuel et collectif. Il permettrait d'assurer des normes technologiques élevées tout en évitant l'apparition éventuelle de conflits politiques et de tensions entre les Etats. Le peuple tchécoslovaque appuie pleinement ce projet, il y voit le signe d'une approche judicieuse et responsable.

En ce qui concerne la sécurité nucléaire, nous nous appuyons aussi sur notre propre expérience. On peut en donner pour exemple concret l'accord que nous avons conclu en 1982 avec un pays voisin, l'Autriche, concernant la réglementation des questions liées aux installations nucléaires présentant un intérêt réciproque. Ce document, signé pour la première fois par des Etats ayant des régimes sociaux différents, est véritablement unique en son genre et confirme qu'il est possible de résoudre dans un esprit positif jusqu'aux problèmes nucléaires de sécurité, quel que soit le régime politique et économique des intéressés. La mise en oeuvre de cet accord a favorisé, surtout après la catastrophe de Tchernobyl, le renforcement de la confiance réciproque dans notre région.

Permettez-moi maintenant d'appeler l'attention sur un aspect très important de la conjoncture internationale contemporaine qui nous inquiète - et nous ne sommes pas les seuls dans ce cas. Je veux parler de l'intention exprimée par la partie américaine de renoncer aux obligations qu'elle a contractées en vertu des accords sur la limitation des armements stratégiques. Nous y voyons une démarche visant manifestement à rompre l'équilibre et susceptible d'appeler de vives mesures de rétorsion ainsi que de dévaloriser ce qui a été obtenu lors de la rencontre de Genève, dont les promesses ne se sont pas encore concrétisées. Nous nous prononçons pour le renforcement du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles dont les pays signataires, de concert avec l'Union soviétique, ont dit à l'époque qu'il marquait un "véritable jalon".

La création d'armements spatiaux de frappe et le ralliement de nouveaux Etats au programme de la "guerre des étoiles" nous semblent constituer une grave menace pour le processus de désarmement. Cette initiative de défense stratégique, comme on l'appelle, ou son prolongement européen, ne peut que susciter une déstabilisation générale, l'insécurité et des risques imprévisibles. En conséquence, nous nous prononçons résolument pour l'adoption d'un programme concret de désarmement dans lequel l'élimination complète des armes nucléaires serait étroitement associée à des mesures propres à assurer la non-militarisation de l'espace. Il s'agit du programme dont les grandes lignes ont été présentées par l'Union soviétique le 15 janvier dernier.

Nous sommes pour l'élaboration, à titre de première mesure réaliste visant à réduire la menace d'une course aux armements dans l'espace, d'un accord sur l'immunité des objets spatiaux et sur l'interdiction et la liquidation des systèmes antisatellites.

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

Nous nous associons aux plans qui tendent à créer durablement les bases matérielles, politiques et organisationnelles de la "paix des étoiles", dans l'esprit du programme de mesures communes en trois étapes proposé par l'Union soviétique le 12 juin dernier.

Lors de la rencontre au sommet de Budapest, la semaine passée, les Etats signataires du Traité de Varsovie, mus par l'aspiration de parvenir à inverser radicalement, dans un sens favorable, la difficile conjoncture internationale actuelle, ont pris collectivement une mesure importante et qui représente en soi un nouveau pas dans le sens d'une approche globale pour résoudre le problème du désarmement. Il s'agit d'assurer, parallèlement à l'élimination des armes nucléaires, des réductions substantielles des forces armées et des armements classiques.

Dans "l'Appel" de Budapest, nous avons proposé de telles réductions à tous les pays européens, aux Etats-Unis et au Canada. Elles intéresseraient tout le territoire européen, de l'Atlantique à l'Oural. A titre de première mesure, les forces armées de l'OTAN et de l'Organisation du Traité de Varsovie pourraient être réduites, en un an ou deux, de 100 à 150 000 hommes des deux côtés. Nous avons proposé que ces réductions visent tous les éléments des forces terrestres et les forces tactiques aériennes de frappe, ainsi que les armes nucléaires tactico-opérationnelles d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres. Nous nous sommes déclarés prêts à opérer d'autres réductions importantes, sous réserve de l'accord des pays de l'OTAN, de manière que, dès le début de la prochaine décennie, ces réductions concernent plus d'un demi-million d'hommes des deux côtés, par rapport au nombre actuel. Nous avons proposé que les unités militaires concernées par les réductions soient démobilisées et que leurs armes et matériels soient de préférence détruits ou, dans la mesure du possible, convertis à des fins pacifiques. A cet égard, nous avons proposé une série de mesures complémentaires concernant la réduction des risques d'attaque soudaine et le renforcement de la confiance et des procédures de vérification à l'échelon national et international. Nous nous sommes déclarés prêts à engager des négociations sur ces réductions dans n'importe quel forum désigné d'un commun accord - dans le cadre de la deuxième étape de la Conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe, dans celui de négociations élargies à Vienne, ou dans une nouvelle instance spéciale. Nous n'avons assorti ces propositions d'aucune condition préalable, afin que les négociations puissent débiter sans tarder. Parallèlement, nous avons solennellement déclaré que les Etats signataires du Traité de Varsovie n'engageraient jamais et dans quelque circonstance que ce soit des opérations de guerre contre aucun Etat, que celui-ci se trouve en Europe ou dans une autre région du monde, s'ils ne font pas eux-mêmes l'objet d'une agression.

Ainsi, nous sommes saisis, dans le domaine des armes classiques, d'un programme de désarmement radical très élaboré et soigneusement pesé, dont l'importance exceptionnelle est incontestable. Ce serait donc une perte de temps que de se livrer, comme à l'accoutumée, à des conjectures quant à la question de savoir de quel type de propagande il s'agit - tactique ou diplomatique. Et, au lieu de rechercher comme de coutume les "points faibles"

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

du programme - si son extension à l'Europe est favorable pour les uns et défavorable pour les autres; s'il limite ou non le pouvoir de décision des pays neutres et non alignés en matière d'armement; si, dans la situation de prétendue asymétrie qui existerait entre l'Est et l'Ouest il réduit à néant la notion de défense avancée - il faudrait répondre par d'autres propositions constructives. D'autant plus que l'on enregistre également à l'Ouest des réactions positives. Etant donné que certains font preuve de bonne volonté - et je tiens à rappeler que, dans les pays occidentaux, on a toujours souligné l'importance d'une réduction des forces armées et des armements classiques - ce programme pourrait constituer une base réaliste pour conclure les accords appropriés.

Dans le contexte des affaires européennes, je voudrais également évoquer une question d'une grande actualité, qui touche directement à notre sécurité. Il s'agit des missiles soviétiques et américains à moyenne portée implantés en Europe. Dans le communiqué adopté à Budapest, notre position a été définie sans équivoque. Nous nous sommes clairement prononcés pour leur élimination complète à condition, bien entendu, que ni la France ni la Grande-Bretagne n'accroissent leurs armes nucléaires respectives. Dans ce cas, les bases soviétiques de missiles tactico-opérationnels implantées sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque et de la République démocratique allemande seraient également démantelées.

De même, nous attachons la plus haute importance aux travaux de la Conférence sur la question de l'interdiction complète et de l'élimination des armes chimiques qui, sous leurs formes nouvelles, deviennent peu à peu comparables aux armes nucléaires, et dont, par conséquent, la prolifération et la menace d'emploi constituent un dangereux facteur de déstabilisation stratégique. Les Etats socialistes ont souvent prouvé leur désir sincère de voir disparaître à jamais les arsenaux chimiques. Comme par le passé, ils sont prêts à prendre en considération les intérêts de tous les Etats en matière de sécurité. Les propositions faites par l'Union soviétique le 22 avril en sont un exemple frappant. Elles lient étroitement la conception soviétique du désarmement chimique aux exigences fondamentales des pays occidentaux et démontrent de façon convaincante que ce ne sont pas les questions de vérification qui font obstacle à la conclusion d'une convention sur les armes chimiques ou d'autres accords dans le domaine du désarmement. Nous maintenons que les propositions de l'Union soviétique offrent le cadre permettant de régler le plus rapidement possible la question de la déclaration des armes chimiques et de leurs installations de fabrication ainsi que de leur élimination progressive.

En donnant la priorité à une interdiction complète des armes chimiques, nous soulignons également l'importance que présentent des mesures partielles concrètes, qui pourraient aider à résoudre le problème dans son ensemble. C'est pourquoi, dès le 12 septembre de l'année passée, de concert avec le Gouvernement de la République démocratique allemande, nous avons adressé au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne une proposition concernant la création en Europe d'une zone exempte d'armes chimiques, qui engloberait pour commencer le territoire de nos trois Etats puis, à l'étape suivante, toute l'Europe centrale. Le 21 mai dernier, nous avons également présenté un projet de principes et d'orientations de base pour ces négociations.

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

Nous sommes persuadés qu'un accord sur la création d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale offrirait des garanties tangibles de sécurité dont l'importance dépasserait peut-être même les frontières de la zone visée. Par ailleurs, il pourrait dans un sens servir de modèle pour résoudre les problèmes de l'interdiction des armes chimiques à l'échelle mondiale, y compris les aspects connexes de la vérification. On peut se poser la question suivante : pourquoi ne pas suivre cette voie, pourquoi ne pas choisir cette méthode si les moyens similaires auxquels nous avons recours - et que nous préconisons même - nous permettent de progresser vers la solution d'autres problèmes, tels que les problèmes écologiques, ou économiques et commerciaux dans lesquels, grâce à la méthode des petits pas successifs, grâce au règlement de questions partielles, nous nous acheminons progressivement vers une solution d'ensemble ?

A notre avis, ces circonstances justifient le déploiement parallèle d'un effort de limitation des armements chimiques à l'échelle régionale se déroulant de manière analogue à celui consenti pour la création de zones dénucléarisées. Plus même, elles le rendent indispensable. Selon nous, une telle démarche n'est pas contraire à l'interdiction globale de ce type d'armes, elle ne détruit ni la confiance ni la stabilité et elle ne complique pas le problème de la vérification. Nous sommes prêts à poursuivre nos contacts avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, ainsi qu'avec les gouvernements des autres Etats intéressés, notamment par voie de consultations entre les délégations participant à cette Conférence, afin d'arriver le plus tôt possible, dans un esprit constructif et avec sérieux, à des solutions d'ensemble. Nous appuyons également la proposition faite par la Bulgarie et la Roumanie au sujet de la création de zones exemptes d'armes chimiques dans les Balkans.

Pleinement en faveur d'une approche globale des questions de sécurité internationale et de désarmement, la Tchécoslovaquie appuie sans réserve l'idée de réunir dans un même document les mesures fondamentales de désarmement qui aboutiraient en dernière analyse au désarmement général et complet, sous un contrôle international efficace. Depuis 1980, nous contribuons activement aux efforts faits par la Conférence pour élaborer un tel programme de portée universelle. Nous cherchons à faire en sorte que les négociations sur le désarmement n'avancent pas de manière improvisée mais réfléchie, que les objectifs visés ne soient pas soumis aux sautes d'humeur de tel ou tel Etat, mais s'inscrivent avec précision dans la stratégie internationale globale du désarmement. Nous appuyons pleinement la conception fondamentale selon laquelle le programme suivi pourrait se réaliser en trois étapes, sur une période allant jusqu'à l'an 2000. Nous estimons que son élaboration et son application sont réalistes. Cependant, il faut reconnaître pleinement que si l'on veut que ce programme aboutisse à des progrès réels, il doit nécessairement comprendre - dès la première étape - des mesures essentielles de désarmement nucléaire.

Nous sommes préoccupés de constater que l'influence de l'Europe, ou du moins d'une partie de cette région, a diminué ces derniers temps en ce qui concerne la recherche de solutions au problème du désarmement. Certains de nos partenaires paraissent craindre de prendre une position claire et de définir leurs propres intérêts. Cependant, les déclarations de caractère



(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

général faisant état de l'attachement des pays de l'Alliance atlantique à la cause de la paix et de la liberté, de la stabilité et de la sécurité, de leur empressement à établir un dialogue constructif avec les pays signataires du Traité de Varsovie, ne sont pas en soi suffisantes pour accomplir des progrès. De même, les déclarations les plus détaillées sur le contrôle et la vérification, la transparence et la confiance ne peuvent aboutir à des progrès si elles sont détachées de leur fondement matériel - à savoir des mesures concrètes de désarmement. Il convient d'engager en premier lieu des négociations sur ces mesures et de renoncer à dresser sans cesse de nouveaux obstacles ainsi qu'à présenter des exigences et des conditions préalables qui ne peuvent être satisfaites, pour passer à des discussions concrètes et pratiques se déroulant sur un pied d'égalité. C'est précisément cette approche qui constitue, selon nous, l'une des caractéristiques indispensables d'une conception politique véritablement nouvelle. Les Etats socialistes ont maintes fois prouvé qu'ils étaient prêts à mener de telles négociations - à Vienne, à Stockholm, à New York et ici même, à Genève.

S'agissant des mesures de contrôle et d'application systématique des accords conclus dans le domaine du désarmement, je tiens à rappeler que nous n'écartons aucune solution qui ait véritablement pour but d'assurer le respect de ces accords, conformément à un principe juridique millénaire : pacta sunt servanda, aucune solution qui ne constitue un plan prémédité pour créer des situations de conflit et empiéter sciemment sur la souveraineté des Etats. Quiconque étudie sérieusement nos propositions sait bien que telle est notre position.

Je me rends parfaitement compte de la complexité des problèmes que j'ai évoqués et de l'ampleur des responsabilités qu'endossent tous les participants à cet important forum.

S'armer ou désarmer, telle est bien la clef de la paix et c'est en nos propres mains, en celles de nul autre, que cet instrument repose. Certes, à l'heure actuelle, tout le monde s'arme, tant nous, les pays socialistes, que les pays non socialistes. Toutefois, il y a une différence essentielle : dans nos pays, la décision de fabriquer des armes est prise par l'Etat, c'est-à-dire par une entité qui a pour doctrine la paix, la réduction des tensions, la coopération internationale, et qui n'est nullement tributaire des profits tirés de la production d'armements.

On ne peut en dire autant des groupes militaro-industriels, qui ont un intérêt vital à réaliser des profits au moyen de la fabrication d'armes. De là vient leur opposition à la réduction des tensions, leur intérêt, tout au contraire, à les maintenir ou à les accroître en invoquant tantôt les intentions agressives du socialisme, tantôt sa prétendue supériorité militaire. Malheureusement, ces structures exercent non seulement une influence sur la politique des gouvernements, mais orientent aussi celle-ci en partie dans un sens qui, il va de soi, leur est favorable.

C'est là sans nul doute qu'il faut voir l'une des principales raisons pour lesquelles les espoirs qu'avait fait naître le triomphe de la raison à Genève ont été suivis d'une inquiétante démonstration de force près

(M. Khnoupek, Tchécoslovaquie)

des rives de la Crimée et au-dessus de Tripoli, d'une hystérie organisée à propos de Tchernobyl ou de tentatives de remettre en cause le Traité sur la limitation des armements stratégiques.

A n'en pas douter, c'est là aussi l'une des raisons pour lesquelles, jusqu'à présent, il n'a pas été donné de suite aux propositions de désarmement formulées par l'Union soviétique, le 15 janvier dernier.

A notre avis, c'est également pour cela que les principales sources de tension dans l'arène internationale sont la politique extérieure dangereuse et les ambitions néoglobalistes des cercles impérialistes des Etats-Unis.

Et pourtant, en Tchécoslovaquie nous sommes persuadés qu'il existe de réelles possibilités d'assurer une sécurité fiable à tous les pays et d'assurer leur développement dans un climat de paix. Pour ce faire, la voie à suivre passe par des moyens politiques et par les efforts communs de tous les Etats.

La cessation des essais d'armes nucléaires, le désarmement nucléaire, la prévention de la militarisation de l'espace, l'interdiction et l'élimination des armes chimiques et d'autres mesures de désarmement pourraient contribuer à asseoir la paix sur des bases plus sûres, en Europe et dans le monde entier.

Dans l'approche adoptée à l'égard de ces questions, nous voyons aussi un critère du sens de leurs responsabilités que manifestent ceux qui ont entre leurs mains le sort de leur propre peuple et celui de l'humanité tout entière.

Cette conception a une portée très vaste, mais elle est en même temps réaliste. Pour lui donner corps, il est nécessaire de prendre des mesures matérielles concrètes en vue du désarmement sous un contrôle rigoureux et efficace, mais dans des conditions d'égalité. Ce sont de telles mesures que nous attendons de la présente Conférence.

Permettez-moi d'assurer tous les participants de notre volonté et de notre désir sincère de coopérer avec eux en vue d'accomplir des progrès vers le règlement véritable des questions complexes auxquelles nous sommes confrontés.

Notre pays, qui a été dans le passé l'auteur de la Déclaration bien connue de l'ONU sur la coopération internationale pour le désarmement, ne s'écartera jamais de cette voie.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie de sa déclaration importante et nourrie, ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à celui de mon pays.

(Suite en anglais) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, l'Ambassadeur Imai.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juin. Je suis sûr que sous votre conduite éclairée la session d'été prendra un bon départ.

Je tiens aussi à rendre hommage, au nom de ma délégation, à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de Souza e Silva, pour la compétence avec laquelle il a présidé nos travaux pendant le mois d'avril qui clôturait la première partie de la session. Je voudrais également souhaiter la bienvenue au Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, M. Khnoupek, que j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt, en partie parce qu'il partage mon avis sur un point, à savoir l'interdiction des essais nucléaires.

Voilà trois ans déjà que la Conférence du désarmement n'arrive pas à créer un Comité spécial chargé d'un point prioritaire de son ordre du jour : l'interdiction des essais nucléaires. Je voudrais m'attarder un moment à nouveau sur la question de savoir ce que nous pourrions et devrions faire pour remédier effectivement à cette absence d'accord sur la constitution d'un organe subsidiaire chargé de l'examen d'une question si importante pour nous tous.

Tout d'abord, nous sommes parfaitement conscients des diverses raisons pour lesquelles nous nous trouvons dans cette situation. Nous sommes tout aussi conscients du rôle important que la Conférence et les organes qui l'ont précédée ont joué dans le passé et auront également à jouer à l'avenir dans ce domaine. C'est pourquoi, au lieu de nous répandre en lamentations et en accusations devant les causes de cet échec, nous devrions nous employer, compte tenu des circonstances actuelles, à tirer le meilleur parti possible de notre forum, la Conférence du désarmement.

Beaucoup de temps et d'efforts ont été consacrés jusqu'à présent à la recherche d'une solution au problème du mandat, afin que le Comité spécial puisse commencer ses travaux dans un climat de consensus. L'un des projets de mandat (CD/520/Rev.2) a été présenté à la Conférence, pour décision, pendant la session de printemps, mais il n'a pas recueilli l'adhésion générale. Cela ne signifie pas pour autant que l'on ait renoncé à parvenir à un consensus. Nous sommes convaincus que les efforts dans ce sens se poursuivent. Il s'agit de s'entendre sur les questions que nous devrions examiner au sein d'un comité spécial. Comme je l'ai déjà dit dans ma déclaration du 13 février dernier, il semblerait que l'on s'accorde de plus en plus à penser qu'il faudrait étudier la structure, la portée, la vérification et le respect d'un traité d'interdiction complète des essais. En ce qui concerne la portée, la vérification et le respect, les aspects importants de ces questions ont déjà été exposés dans le document CD/621. Dans la mesure où il existe un terrain d'entente sur la voie à suivre, il faut faire en sorte que les travaux s'engagent. Le mieux serait, à notre avis, de se fonder pour cela sur le projet de mandat présenté dans le document CD/521, qui assure la cohérence et la continuité de nos activités. A partir de ce document, il serait souhaitable de continuer à rechercher une formule acceptable pour tous.

(M. Imai, Japon)

Nous n'épargnerons certes aucun effort pour régler la question du mandat, tout en sachant que le but n'est pas seulement de se mettre d'accord sur un mandat approprié. Nous ne pouvons qu'exprimer notre vive préoccupation devant le fait que nos travaux relatifs à une interdiction complète des essais sont interrompus depuis plus de deux ans faute de consensus et qu'il n'y a toujours pas de solution en vue. Nous regrettons que la question du mandat nous empêche en fait de nous mettre à l'ouvrage. Les choses resteront en l'état tant que les travaux concernant une interdiction complète des essais seront subordonnés à ce problème particulier. Selon nous, aucun pays n'a intérêt à ce que cette situation se prolonge, quelles que soient les positions sur le libellé du mandat.

Le Japon souhaiterait que la Conférence entreprenne un travail concret sur une interdiction des essais nucléaires, tout en poursuivant ses efforts en vue de résoudre le problème du mandat. Par où commencer ? Tant qu'un accord ne se fera pas sur le mandat d'un organe subsidiaire, le travail devra s'effectuer en séances plénières, officieuses et officielles. La Conférence plénière offre suffisamment de possibilités à exploiter en l'occurrence. Pour ceux qui en douteraient, je pense que les articles 19 et 20 du règlement intérieur de la Conférence sont explicites. La Conférence plénière a déjà servi de cadre à des activités diverses : on y a exposé des vues importantes, soulevé des questions, clarifié des problèmes, présenté et expliqué des documents de travail, etc. La place qu'elle accorde à l'interdiction des armes nucléaires, domaine dans lequel l'examen de fond a de loin le plus progressé au cours des dernières années, illustre bien le rôle qu'elle peut jouer. C'est en examinant au fond, en plénière, des questions liées à une interdiction des armes chimiques, que la Conférence a pu faire avancer les négociations dans ce domaine. On peut en espérer autant pour ce qui est d'une interdiction des essais nucléaires. Certes, nous ne nions pas le fait que l'interdiction des essais nucléaires a parfois fait l'objet d'un examen approfondi en séance plénière. Mais ce que nous proposons aujourd'hui, étant donné l'absence d'un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, c'est de mettre plus systématiquement à profit les séances plénières pour nous attaquer au coeur des problèmes.

Question suivante : Par où commencer ? La meilleure chose à faire serait de prendre comme point de départ les travaux effectués il y a plus de deux ans par le Groupe de travail spécial sur une interdiction des essais nucléaires. En outre, les documents de travail soumis depuis lors peuvent nous aider à voir où se situent les intérêts des Etats membres de la Conférence et également à comprendre quelles sont les questions en jeu. Nous devons donc tenir compte des acquis du passé ainsi que de ce que l'avenir apportera.

Ces considérations présentes à l'esprit, je voudrais maintenant aborder les questions de la portée, de la vérification et du respect d'un traité d'interdiction complète des essais, afin de faciliter les débats de fond qui auront lieu en séance plénière.

J'examinerai tout d'abord la question de la portée. Jusqu'à présent, lors des débats, trois positions se sont exprimées : interdire les essais à des fins d'armement, mais autoriser les essais à des fins pacifiques, interdire tous les essais, vu l'impossibilité sur le plan technique d'établir

(M. Imai, Japon)

une distinction entre les deux types d'essais, enfin, interdire tous les essais, jusqu'à ce que la communauté internationale se soit mise d'accord sur une telle distinction. Les deux dernières positions consistent donc à interdire tous les essais. Les points de vue divergent essentiellement sur la question de savoir si l'on a ou non actuellement les moyens de distinguer les essais nucléaires à des fins pacifiques de ceux qui ont un objectif militaire. La position selon laquelle ces moyens n'existent pas repose sur une base solide, ce dont témoigne notamment le document de travail CD/383, présenté par le Royaume-Uni. La position qui veut que nous ayons les moyens d'établir cette distinction semble en revanche reposer sur une base plus fragile. C'est qu'elle ne dit pas quels sont exactement ces moyens, ni comment on pourrait empêcher les résultats d'un essai pacifique de servir à des fins militaires. Nous espérons que la poursuite du débat permettra d'apporter des précisions à cet égard.

Je voudrais deuxièmement aborder la question de la vérification qui, est-il besoin de le dire, est extrêmement complexe. Or je constate avec regret que la Conférence ne semble pas encore avoir consacré un débat de fond à ce sujet. Nous avons tellement tourné autour du problème de la vérification que nous n'avons même pas eu le temps de l'étudier pour de bon. Je me limiterai quant à moi à trois points : les problèmes que pose la vérification en général, l'inspection sur place et l'échange de données sismologiques. Il serait peut-être utile de mettre en relief certains aspects de ces trois domaines, qui mériteraient d'être examinés plus avant en plénière.

Tout d'abord, nous pouvons subdiviser en deux catégories les problèmes que pose la vérification : ceux qui vont de soi et ceux qui sont dus à une volonté délibérée de semer la confusion et de masquer les faits. En ce qui concerne la première catégorie, on a pendant longtemps mis l'accent sur l'utilité du rapport entre la transmission des ondes de surface et des ondes de volume aux fins d'identification, mais toutes les autorités semblent convenir que ce critère n'est plus aussi fiable à des niveaux inférieurs d'énergie sismique. C'est pourquoi d'autres moyens tels que la surveillance à des distances régionales et une observation plus attentive des signaux de haute fréquence ont été suggérés. En outre, un problème particulier se pose pour la surveillance des signaux sismiques émis dans les pays possédant de vastes étendues terrestres. Pour améliorer l'efficacité de la surveillance, il sera peut-être nécessaire de construire à l'échelon régional des stations complexes ou d'installer des stations dans des forages, selon le cas, et d'avoir accès aux données géologiques et géophysiques. L'étalonnage sur place donnera des informations très utiles.

En ce qui concerne la dissimulation, plusieurs possibilités ont été envisagées : le camouflage des explosions nucléaires sous le couvert de tremblements de terre ou d'explosions chimiques, les explosions multiples, le découplage, etc. Par ailleurs, comme certains le font remarquer, on n'a actuellement aucun moyen sûr de faire face à toutes ces situations. Les questions que j'ai abordées ici sont exposées en détail dans les documents de travail CD/402 et CD/610 soumis par le Royaume-Uni, et CD/612 et CD/624 présentés par la République fédérale d'Allemagne. A cet égard, l'Ambassadeur de l'Union soviétique, M. Issraelyan, a indiqué dans sa déclaration du 25 mars dernier qu'il était possible de détecter les explosions nucléaires de faible

(M. Imai, Japon)

puissance effectuées en cavité. Il a mentionné l'utilisation de satellites ainsi que d'appareils sismologiques et hydro-acoustiques installés en mer et sur les océans. Nous avons écouté sa déclaration avec beaucoup d'intérêt, mais il n'a pas montré avec assez de précisions comment ces mesures pouvaient effectivement contribuer à éliminer ou atténuer les difficultés inhérentes à la vérification. En outre, M. Petrosyants, Président du Comité d'Etat à l'utilisation de l'énergie atomique de l'URSS, dans la déclaration qu'il a faite le 3 avril à la Conférence du désarmement, a fait remarquer à propos d'une nouvelle méthode technique connue sous le nom de Corrtex, méthode proposée par les Etats-Unis, que l'Union soviétique la connaissait très bien mais qu'elle ne donnait "qu'une valeur approximative de la puissance de l'explosion effectuée". L'Union soviétique estime-t-elle que cette méthode n'est pas efficace ? Ou a-t-elle une méthode plus efficace à proposer ? Toutes les questions que je viens de soulever appellent des réponses concrètes soit de notre part, soit de la part d'experts. Dans un cas comme dans l'autre, nous attendons un examen de ces questions pratiques concernant la vérification. Nous devrions utiliser le forum qu'est la Conférence du désarmement, non seulement pour soulever des questions, mais encore pour les résoudre et y répondre.

Je voudrais aborder maintenant la question de l'inspection sur place. Faut-il obliger ou non les Etats à accepter l'inspection sur place ? Le projet de traité présenté par la Suède (CD/381) ainsi que les dispositions fondamentales d'un traité élaborées par l'Union soviétique prévoient l'éventualité où un pays refuserait une inspection sur place. Dans son document de travail CD/388, le Japon indique qu'"il est d'une importance cruciale que la requête concernant une inspection sur place ne se heurte pas à un refus de la part de l'Etat partie sur le territoire duquel elle devrait être effectuée". Par ailleurs, dans d'autres documents de travail, l'inspection sur place est jugée indispensable. A cet égard, les déclarations soviétiques concernant les inspections sur place sont très souvent nuancées par des expressions telles que "si besoin est" ou "le cas échéant". On comprend d'autant moins que l'Union soviétique a récemment montré qu'elle était prête à envisager la question de la vérification de manière positive, comme en témoigne la déclaration de M. Mikhaïl Gorbatchev, en date du 15 janvier. Dans quels cas l'Union soviétique juge-t-elle les inspections sur place nécessaires et dans quels autres cas pense-t-elle qu'elles sont inutiles ? Si, comme le préconise l'Union soviétique, cette décision incombe au pays sur le territoire duquel une inspection est requise, il est très important de tirer ce point au clair.

L'inspection sur place comporte un aspect particulier qui est celui du rayon d'action. Cet aspect est décrit dans le projet de traité présenté par la Suède, mais on ne s'en est guère préoccupé. Nous espérons que les Etats dotés d'armes nucléaires prendront l'initiative d'examiner ces questions.

En troisième lieu, je voudrais aborder la question de l'échange de données sismologiques. Il est reconnu de manière générale qu'un échange international de données sismologiques constitue l'un des éléments essentiels d'un système de vérification du respect d'une interdiction des essais nucléaires. Il est en outre reconnu que les recommandations du Groupe spécial d'experts scientifiques devraient servir de base à l'organisation d'un tel échange. Le Japon a présenté les documents de travail CD/389 et CD/626 dans

(M. Imai, Japon)

lesquels il indique les faiblesses de la capacité de vérification existante ainsi que les moyens d'améliorer celle-ci du point de vue administratif et financier. D'autres pays ont aussi formulé des propositions à ce sujet. Ainsi, les documents de travail CD/612 et CD/624 présentés récemment par la République fédérale d'Allemagne renferment une proposition pour l'établissement et le perfectionnement progressif d'un système international de vérification et de surveillance sismologiques fondé sur la capacité des installations sismologiques existantes, telle qu'elle a été testée par le Groupe d'experts scientifiques. D'après ce que nous savons, l'Australie a conçu la même idée. Il y a deux ans, notre pays a proposé une approche graduelle pour élargir le champ d'interdiction des essais nucléaires en améliorant constamment la capacité internationale de vérification. Récemment, le Japon a proposé un échange de données de niveau II. Toutes ces propositions semblent avoir un dénominateur commun : la recherche pratique et suivie d'une interdiction des essais nucléaires. Nous espérons que l'on continuera d'aller dans ce sens et que le débat de fond sera nourri de nombreuses propositions.

Enfin, après la portée et la vérification, j'en viens à la question du respect, autre élément important d'un traité d'interdiction complète des essais. Le Groupe de travail spécial sur une interdiction des essais nucléaires, constitué en 1983, a reconnu d'une manière générale qu'il serait souhaitable de créer un organe multilatéral composé de représentants des Etats parties, qui serait chargé de faciliter, avec le concours de spécialistes, la consultation et la coopération entre les Etats. Mais la question de la composition, des compétences et des fonctions d'un tel organe n'a pas été approfondie. Par ailleurs, bien que l'on ait admis aussi la nécessité de prévoir des procédures de plainte ou de mise en demeure, selon le cas, cette question n'a pas non plus fait l'objet d'un examen détaillé. Je suis convaincu qu'un échange de vues profitable peut avoir lieu ici sur toutes ces questions.

Pour conclure, et en résumé, nous souhaiterions que les efforts se poursuivent en vue de créer un organe subsidiaire chargé de l'interdiction des essais nucléaires. Mais si, malgré ces efforts, un examen de fond ne devait pas avoir lieu, il serait fort à craindre que nous nous éloignons toujours davantage de notre objectif, qui est la conclusion d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Sans attendre la création d'un comité spécial, ce débat de fond peut tout à fait se dérouler en plénière. Un accord semble se dessiner sur les questions à examiner. Il y a de multiples documents sur lesquels s'appuyer. Nous espérons de tout coeur voir s'amorcer un examen approfondi des différentes questions qui intéressent les délégations pendant cette période qui, conformément au programme de travail, est consacrée à une interdiction des essais nucléaires. De la sorte, la session d'été portera ses fruits.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) :  
Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter tout d'abord au nom de ma délégation à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de juin. Représentant d'un pays avec lequel la République démocratique allemande a des liens des plus étroits dans la lutte pour l'instauration d'un système de sécurité internationale stable, ainsi que pour la paix et le désarmement, vous consacrerez, j'en suis certain, vos connaissances, votre vaste expérience politique et vos talents de diplomate à résoudre les problèmes urgents qui se posent à la Conférence. La délégation de la République démocratique allemande est toute prête à vous appuyer dans l'accomplissement de votre tâche, lourde de responsabilités.

Nous remercions l'éminent représentant du Brésil, l'Ambassadeur de Souza e Silva, de tous les efforts soutenus qu'il a faits sous sa présidence pour que nos travaux aillent de l'avant.

Je tiens aussi à saluer et à féliciter l'éminent représentant de la République populaire de Chine, l'Ambassadeur Fan Guoxiang, et à lui dire que nous sommes convaincus que la délégation de la République démocratique allemande et la délégation chinoise continueront à coopérer fructueusement.

Par ailleurs, ma délégation accueille chaleureusement le Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, le camarade Khnoupek. Nous apprécions beaucoup sa participation à cette conférence et nous avons écouté avec le plus grand intérêt la stimulante déclaration où il a brossé clairement la politique de son pays et de la communauté socialiste. Sa venue à la Conférence du désarmement souligne, à mon sens, dans quelle estime les pays socialistes tiennent les activités de cet organe.

Ma déclaration d'aujourd'hui vise essentiellement à présenter un document de travail des pays socialistes relatif à l'élaboration d'un traité sur la cessation complète des essais d'armes nucléaires.

Avant d'y venir, je voudrais faire quelques brèves observations sur le climat dans lequel la Conférence ouvre sa session d'été. Ce n'est pas de questions d'organisation que je voudrais surtout parler, encore que de ce côté-là les choses ne soient pas satisfaisantes non plus.

A l'ouverture de la session de printemps, nous étions nombreux à espérer qu'il serait possible de faire à tout le moins quelques progrès en ce qui concerne les questions les plus importantes inscrites à l'ordre du jour. Ces espoirs étaient nés de la Réunion au sommet de Genève, en novembre dernier. La déclaration commune où l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique soulignaient qu'une guerre nucléaire ne devait jamais être engagée et qu'ils ne chercheraient pas à s'assurer la supériorité militaire, laissait augurer la possibilité qu'on s'attache enfin à mettre au point des mesures pratiques pour endiguer l'accroissement des armes nucléaires et pour amener le désarmement. Mais telle n'a pas été la situation.

Les participants à la Conférence du Comité politique consultatif des Etats signataires du Traité de Varsovie, qui a eu lieu à Budapest voici quelques jours, ont dit ce qui suit à ce propos : "Les espoirs des peuples, suscités par la rencontre soviéto-américaine au sommet à Genève et les accords de principe obtenus concernant les réelles mesures visant le désarmement et



(M. Rose, République démocratique allemande)

le retour à la détente, ne sont pas jusqu'ici justifiés". Il est évident que les parties à la Réunion au sommet n'ont pas les mêmes vues quant à la nécessité d'accorder les actes aux paroles. Peu après le sommet, le 15 janvier, l'Union soviétique a dévoilé son programme global d'élimination, avant l'an 2000, des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Elle a depuis lors étoffé ce programme de propositions importantes à propos des armes chimiques et classiques. La nouvelle prorogation, jusqu'au 6 août prochain, du moratoire sur les explosions nucléaires, qui a été annoncée par l'Union soviétique, a reçu un accueil favorable dans le monde entier.

Toutes ces propositions réunies constituent une offre honnête de compromis sur la base des principes de l'égalité et de la sécurité égale. Elles montrent en fait qu'à l'ère de l'atome les puissances dotées d'armes nucléaires doivent aborder de manière responsable les problèmes de la guerre et de la paix. Elles montrent aussi ce que les pays socialistes entendent lorsqu'ils insistent sur la nécessité d'une transformation des mentalités. Tout examen objectif de ces propositions révèle aisément qu'il y est dûment tenu compte des intérêts légitimes en matière de sécurité de toutes les parties intéressées et que les suggestions pertinentes d'autrui ont été prises en compte.

Les gouvernements des pays membres de l'OTAN ont promis d'étudier ces propositions attentivement, mais la réponse de la principale puissance nucléaire occidentale n'a pas tardé et elle n'aurait pu être plus décevante. Voici les faits :

La réponse à la prorogation du moratoire soviétique et à la demande de suivre cet exemple a été un "non" retentissant qui s'est accompagné, de manière patente, d'une intensification des essais.

A l'offre concrète de l'Union soviétique de conclure un accord sur les problèmes importants qui font obstacle à une interdiction générale des armes chimiques, les Etats-Unis ont répondu en poussant l'OTAN à se prononcer en faveur de la fabrication d'armes binaires.

A l'offre de réduire les armes nucléaires stratégiques, les Etats-Unis ont réagi en annonçant qu'ils ne respecteraient plus le Traité SALT II, qui prévoit la limitation de ces armes.

Ce coup entre tous porté à l'instauration d'un climat de confiance entre les nations a suscité une très large désapprobation. On a appris que, le 12 juin, le Parlement européen avait adopté, par 219 voix contre 22, une résolution où il se prononçait contre le rejet par les Etats-Unis du Traité SALT II. Le Parlement a souligné que cela mettait "en danger toutes les négociations en cours sur le désarmement" et "entraînerait une course aux armements accélérée et incontrôlable". Le verdict est éloquent et il n'est pas besoin d'insister plus.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Le langage clair de la déclaration publiée à l'issue du sommet de Genève, selon laquelle il faut mettre fin à la course aux armements sur la Terre et empêcher qu'elle s'étende à l'espace, est interprété comme une autorisation d'accélérer le programme d'IDS. Par ailleurs, en ce qui concerne le Traité ABM, le terrain est de plus en plus miné.

Le boycottage par les Etats-Unis de la Conférence des Nations Unies sur la relation entre le désarmement et le développement est un autre maillon de cette chaîne d'événements.

Les faits qui se sont produits dans le domaine militaire ne sont en aucun cas des phénomènes isolés. Ils vont main dans la main avec des activités politiques qui visent à affaiblir la sécurité et l'indépendance des autres nations, voire à empêcher de manière générale la coopération sur un pied d'égalité entre Etats souverains. Le veto opposé par les Etats-Unis au document final qui devait être adopté il y a quelques semaines à Berne, lors de la réunion d'experts sur les contacts humains en est un exemple parmi d'autres.

Je suis convaincu que tous tireront leurs propres conclusions de ces faits. Pour nous, il n'y a rien de plus important maintenant que de redoubler d'efforts pour transformer les relations internationales, en particulier dans le domaine du désarmement. Les participants à la réunion de Budapest dont il a été question plus haut ont demandé précisément cela et ils ont ajouté cet important message : "S'acquitter de cette tâche - à savoir, briser la montée du risque de guerre, ramener les relations internationales à la détente - est possible. L'humanité est capable d'empêcher une catastrophe nucléaire et doit le faire." Des moyens pratiques ont aussi été indiqués. Je suis sûr que les participants à la Conférence du désarmement prendront le temps d'étudier ces propositions de près. A ce stade, je me bornerai à mentionner quelques points sur lesquels l'accent a été mis à Budapest : cessation des essais nucléaires, liquidation totale, sur une base mutuelle, des missiles soviétiques et américains à moyenne portée implantés dans la zone européenne, conclusion d'accords concrets dans le cadre des pourparlers soviéto-américains sur les armes nucléaires et spatiales, élimination de toutes les armes chimiques, réduction substantielle des forces armées et des armements classiques.

Comme vous le savez, j'en suis certain, le dernier point que j'ai mentionné a fait l'objet d'un appel adressé aux pays membres de l'OTAN et comprenant des propositions concrètes.

La Conférence de Budapest a réaffirmé l'importance de libérer le territoire européen des armes nucléaires et chimiques. Tous les participants ont appuyé les propositions des Etats socialistes concernant la création de zones exemptes de ce type d'armes de destruction massive dans différentes parties de l'Europe. Cela englobe la proposition de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie relative à la création d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe centrale.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Le Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, Erick Honecker, qui commentait les résultats de la réunion de Budapest, a donc pu dire à juste titre : "Dans notre effort pour arriver à une réduction des armements et au désarmement, nous n'excluons aucun type d'armes. Les affirmations de l'Ouest selon lesquelles l'Union soviétique et l'Organisation du Traité de Varsovie l'emporteraient dans le domaine des armes classiques en cas de désarmement nucléaire n'ont jamais été plus fausses. En se fondant sur le principe de l'égalité et de la sécurité égale, nous nous employons à réduire progressivement les niveaux d'armes et d'armement."

Nous ne devons pas nous contenter de dire que la Conférence du désarmement est gênée dans ses travaux par les tendances négatives qui se dessinent dans l'arène internationale. Il nous faut plutôt étudier sérieusement, et avec le sens de nos responsabilités, comment la Conférence peut devenir un facteur plus net de détente et de désarmement.

Il est une multitude d'idées et de vues qui méritent un examen approfondi. Toutefois, ce qui paraît évident à ma délégation, c'est que le rôle international de la Conférence du désarmement dépend avant tout de l'aptitude de celle-ci à contribuer à la cessation de la course aux armements dans le domaine nucléaire.

L'opinion qui veut qu'on ne parle des mesures de désarmement nucléaire que dans un cadre bilatéral, que c'est l'affaire des principales puissances nucléaires, fait fi de ce que la menace nucléaire est universelle. Bien plus, elle ne tient même pas compte de ce qu'il y a cinq Etats dotés d'armes nucléaires. Dès la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, le droit et le devoir de chaque pays de lutter en faveur du désarmement nucléaire ont été établis.

A notre époque, ce n'est pas seulement un impératif, c'est aussi un principe suprême énoncé dans la Charte des Nations Unies que tous les Etats souverains doivent collaborer afin de venir à bout des problèmes mondiaux.

Pour faciliter sur le plan pratique les travaux de la Conférence dans le domaine nucléaire, ma délégation tient à présenter, au nom d'un groupe de pays socialistes, le document de travail CD/701, qui a trait aux négociations relatives à un traité sur l'interdiction complète et générale des essais d'armes nucléaires.

Ce document souligne la haute priorité qu'il convient d'attacher à une interdiction immédiate des armes nucléaires. Hommage y est rendu à la décision sans précédent que l'URSS a prise de s'abstenir pendant toute une année de procéder à des explosions nucléaires et l'espoir y est émis que les Etats-Unis suivent cet exemple.

Le document reflète la position souple des pays socialistes touchant les organes qui pourraient se charger de la négociation d'un traité sur l'interdiction complète des essais, la Conférence du désarmement occupe, bien sûr, à cet égard la place qu'elle mérite.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Les délégations au nom desquelles je m'exprime continuent de croire que l'on pourrait sans tarder s'engager dans des travaux utiles, pour peu que l'on parvienne à un consensus.

La proposition concernant la structure des négociations s'inspire des idées présentées dans le document CD/629, qui pourrait servir de point de départ.

Les suggestions relatives au champ d'application du traité - sujet à propos duquel, nous le savons tous, persistent des divergences de vues - visent à stimuler ce processus.

La question de la vérification reçoit l'attention qu'elle mérite. Dès que l'on aborde les questions de fond concernant le traité, on est amené à parler de la vérification. Toutes les voies doivent être explorées pour mettre en place un système viable et offrant des garanties suffisantes que l'accord sera strictement respecté. Le document tient aussi compte de la proposition des signataires de la Déclaration de Delhi, ainsi que de la contribution que pourrait apporter, en vue de la conclusion d'un traité, le Groupe d'experts scientifiques.

Je tiens à appeler l'attention des membres de la Conférence sur le paragraphe 9 de ce document de travail, où il est dit que le traité devrait être élaboré de telle manière que son entrée en vigueur coïncide avec le début du fonctionnement du système de vérification.

Les auteurs qui saisissent la Conférence de ce document espèrent qu'il aidera à amorcer des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais.

De plus en plus de gens prennent conscience du fait qu'il est possible de mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires, et comprennent que cette mesure faciliterait considérablement la solution de problèmes plus complexes encore, comme la réduction des armes nucléaires et leur élimination.

La poursuite des essais et le refus de chercher un règlement négocié sont des actes qui non seulement vont manifestement à l'encontre des vues de l'écrasante majorité des Etats membres de la Conférence ainsi que des gouvernements de par le monde, mais qui vont aussi dans un sens tout à fait opposé à ce qu'exige l'opinion publique mondiale.

Plus vite on abandonnera cette politique obstructionniste, mieux cela vaudra pour la sécurité des nations. Plus vite la Conférence du désarmement pourra jouer un rôle utile dans le processus qui amènerait l'interdiction des essais d'armes nucléaires, mieux cela vaudra pour la réputation internationale de la Conférence, plus cela lui donnera de poids dans l'arène politique.

Pour conclure, je me permettrai de citer de nouveau le communiqué de Budapest : "L'arrêt des essais nucléaires ... serait une mesure de grande portée et en même temps facilement réalisable pour empêcher le perfectionnement des armes nucléaires et la création de nouveaux types

(M. Rose, République démocratique allemande)

de celles-ci. Le chemin conduisant à la solution de ce problème serait que l'Union soviétique et les Etats-Unis appliquent mutuellement un moratoire sur les essais nucléaires et engagent immédiatement des négociations en vue de l'interdiction totale des essais nucléaires sous le plus strict contrôle. Les participants à la Conférence saluent la prorogation renouvelée du moratoire unilatéral de l'Union soviétique et appellent les Etats-Unis à y adhérer. Ils s'adressent également aux autres Etats disposant d'armes nucléaires en les appelant à arrêter les essais nucléaires et à prendre des mesures en vue de parvenir, dans les plus brefs délais, à un accord sur l'interdiction générale des essais nucléaires."

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration et des mots aimables qu'il m'a adressés.

(Suite en russe) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue au Ministre des affaires étrangères du pays frère qu'est la Tchécoslovaquie, l'éminent homme d'Etat et personnalité politique, Bokhouslav Khnoupek.

Nos pays sont unis par les liens solides que tisse notre lutte pour le socialisme et pour un monde en paix, libéré des armements et de la guerre.

La déclaration du camarade Khnoupek, qui contient une analyse approfondie de la tâche qui attend la Conférence du désarmement, montre à l'évidence toute l'attention que la communauté socialiste attache aux questions du désarmement et, en particulier, aux travaux de notre organe multilatéral.

Le 12 juin dernier, le Président du Conseil des ministres de l'URSS, N.I. Rijkov, a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Pérez de Cuéllar, une lettre lui exposant les vues de l'Union soviétique sur le développement de la coopération internationale pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la mise en valeur de celui-ci à des fins pacifiques.

Conformément à la politique énoncée lors du XXVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS et tendant à la création d'un système global de sécurité internationale, l'Union soviétique s'emploie à ce que l'espace reste absolument à l'abri des préparatifs militaires et à ce qu'il serve uniquement à des fins pacifiques.

La délégation soviétique a déjà eu l'occasion de porter à la connaissance des participants aux travaux du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace le contenu du message du Chef du Gouvernement de l'URSS. Vu l'intérêt marqué par les délégations et les nombreuses demandes qui lui sont parvenues, elle fait maintenant distribuer le texte de la lettre de N.I. Rijkov.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration.

(Suite en anglais) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?  
Je vois que non.

Je voudrais maintenant, passant à un autre sujet, suggérer qu'en plus des séances prévues pour cette semaine, la Conférence tienne une réunion officieuse jeudi prochain pour examiner plusieurs questions d'organisation restées en suspens, notamment celle de notre programme de travail ainsi que plusieurs demandes émanant d'Etats non membres qui souhaitent participer aux réunions officielles consacrées à l'examen de fond du point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence décide de tenir cette réunion officieuse.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT : Comme nos travaux sont achevés pour aujourd'hui, je vais lever la séance plénière. Toutefois, auparavant, j'inviterai les membres à faire preuve de ponctualité pour notre prochaine séance plénière. Il nous faudra en effet examiner plusieurs questions ce jour-là et, je suis sûr que vous le comprendrez, il nous faut utiliser pleinement les ressources mises à notre disposition, en particulier à l'heure actuelle où l'Organisation des Nations Unies se trouve dans une situation financière difficile.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 19 juin, à 10 h 30. La séance sera ouverte à cette heure précise.

La séance est levée à 12 h 25.